

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT

DE_2021_017

Opération de restauration d'une zone d'expansion naturelle de crues à Saint-Georges-de-Luzençon : convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Communauté de communes Millau Grands causses et le Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont

L'an deux mille vingt-et-un et le vingt-cinq mars, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à Mostuéjouls, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Daniel AURIOL, Didier CADAUX, Arnaud CURVELIER, Alain DELMAS, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Serge GRASSET, Pierre HERRGOTT, René JEANJEAN, Catherine JOUVE, Madeleine MACQ, Yves MALRIC, Jean-Philippe MARTIN, Patrick SALSON, Richard SARRAU, Régis VALGALIER, Serge VÉDRINES

Étaient représentés : François FOLCHER par Serge GRASSET

Secrétaire de séance : Régis VALGALIER

Date de convocation : 16 mars 2021

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 18	Pouvoirs : 1
Résultat du vote		
Pour : 19	Contre : 0	Abstention : 0

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 portant maîtrise d'ouvrage publique et notamment son titre premier,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Millau Grands Causses (CCMGC) approuvés par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Aveyron le 27 septembre 2006, modifiés par arrêté du 5 août 2020, précisant ses compétences en matière de création, aménagement et gestion d'équipements touristiques,

Vu les statuts du Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont approuvés par arrêté inter préfectoral du 30 mars 2018, modifiés par arrêté du 20 décembre 2019, depuis le 1er avril 2018, sur l'ensemble de la compétence Gestion des Milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), telles que définies par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et la loi NOTRe du 7 août 2015,

Considérant que dans le cadre de ses compétences, le Syndicat a initié un projet d'ensemble pour la restauration d'une zone d'expansion naturelle des crues sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon, sur le site dit « zone des stades », qui allie un projet de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens et des personnes, d'amélioration du fonctionnement des milieux aquatiques, et de valorisation touristique et du cadre de vie,

Considérant qu'il paraît physiquement difficile de dissocier les travaux à caractère environnementaux de ceux liés à la compétence tourisme,

Considérant que dans ce contexte, la CCMGC a sollicité une prestation de service du Syndicat dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation du projet à vocation touristique.

Le président précise qu'il convient de procéder à la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la CCMGC (le mandant) et le Syndicat (le mandataire) pour les opérations concernant le projet à vocation touristique. Le projet de convention est présenté et annexé à la présente délibération.

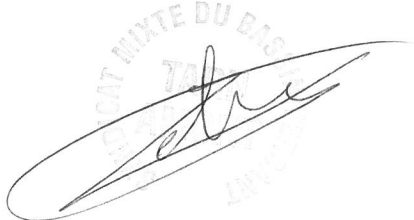
À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

Approuve la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Communauté de communes Millau Grands causses et le Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont pour l'opération citée en objet ;

Autorise le président, à signer la convention ci-annexée et tous documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré à Mostuéjols, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Le président, Serge VÉDRINES

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Védrières', is written over a faint, circular official stamp. The stamp contains the text 'SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT' around the perimeter and 'TARN-AMONT' in the center.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 31 / 03 / 2021
et publié ou notifié
le 31 / 03 / 2021

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE

N°2021 CONV 012

*En vue de la restauration d'une zone d'expansion naturelle des crues
et de l'aménagement de ses abords,
sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon, sur le site dit « zone des stades »*

Entre :

Le Syndicat Mixte Du Bassin Versant du Tarn AMont (SMBVTAM), représenté par son Président, Monsieur Serge Védrines, domicilié Saint Enimie, 48210 Commune de Gorges du Tarn Causses, agissant en vertu d'une délibération

Ci-après dénommé « **le Syndicat** », le mandataire,

Et :

La Communauté de Communes de Millau Grands Causses représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle GAZEL, domiciliée 1 place du Beffroi à Millau 12100 MILLAU, agissant en vertu d'une délibération du

Ci-après dénommée « **la Communauté** », le mandant

PREAMBULE

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 portant maîtrise d'ouvrage publique et notamment son titre premier,

Vu les statuts de la Communauté de Communes approuvés par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Aveyron le 27 septembre 2006, modifiés par arrêté du 5 août 2020, précisant ses compétences en matière de création, aménagement et gestion d'équipements touristiques,

Vu les statuts du Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont approuvés par arrêté inter-préfectoral du 30 mars 2018, modifiés par arrêté du 20 décembre 2019, depuis le 1^{er} avril 2018, sur l'ensemble de la compétence Gestion des Milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), telles que définies par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et la loi NOTRe du 7 août 2015,

Considérant que dans le cadre de ses compétences, le Syndicat a initié un projet d'ensemble pour la restauration d'une zone d'expansion naturelle des crues sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon, sur le site dit « zone des stades », qui allie un projet de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens et des personnes, d'amélioration du fonctionnement des milieux aquatiques, et de valorisation touristique et du cadre de vie,

Considérant qu'il paraît physiquement difficile de dissocier les travaux à caractère environnementaux de ceux liés à la compétence tourisme,

Considérant que dans ce contexte, la Communauté de communes a sollicité une prestation de service du Syndicat dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation du projet à vocation touristique.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément au titre premier de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser, dans le champ de compétence du mandant, l'opération visée dans le préambule et exposé plus précisément à l'article 2, au nom et pour le compte du maître d'ouvrage, dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2 : PROGRAMME, DELAIS ET ENVELOPPE FINANCIERE DE L'OPERATION

2.1. Programme

Cette opération a pour but de restaurer une zone d'expansion naturelle des crues sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon, sur le site dit « zone des stades ».

Le Syndicat porte depuis plusieurs années un projet de restauration d'une zone naturelle d'expansion de crue (ZEC) à Saint-Georges-de-Luzençon.

Ce projet fait notamment suite un violent épisode cévenol ayant engendré une importante crue le 28 novembre 2014. Les habitants de l'ensemble du bassin du Cernon ont été touchés et plus particulièrement ceux de Saint-Rome-de-Cernon et de Saint-Georges-de-Luzençon, en aval. Le débit de crue estimé à Saint-Georges-de-Luzençon était de l'ordre de 400 m³/s (débit moyen journalier entre 2008-2013 : 1,54 m³/s).

Afin d'initier une meilleure prise en compte du fonctionnement du bassin dans l'aménagement du territoire et la gestion des risques d'inondations, une première étude a été lancée sur la commune de Saint-Georges-de-Luzençon par le Syndicat mixte des bassins du Cernon et du Soultz, dissous au 31 mars 2018 et dont les missions ont été reprises par le SMBVTAM au 1^{er} avril 2018. L'étude a permis de dégager des scénarios d'aménagement pour réduire la vulnérabilité, dans le respect du bon fonctionnement des milieux aquatiques de la traversée urbaine de la commune (Antéa, 2016-2017).

En juillet 2017, les élus communaux ont souhaité l'approfondissement d'un scénario par une étude de projet sur la restauration d'une ZEC comprenant l'effacement du seuil et ses mesures d'accompagnement dont la suppression d'un merlon longitudinal.

Une étude de faisabilité a d'abord permis de dégager les principales pistes d'aménagement (Céreg, 2018-2019) mais aussi de faire émerger un réel intérêt de la municipalité pour requalifier cette zone afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et visiteurs, en intégrant une démarche de concertation sociale.

Les études de conception, entamées en octobre 2019 avec le bureau d'études Égis, permettent d'établir un programme de travaux en tenant compte des exigences suivantes :

- Améliorer le fonctionnement hydraulique du Cernon ;
- Garantir la sécurité du public et la pérennité des usages riverains ;
- Restaurer la qualité morphologique et écologique du Cernon et ses milieux naturels associés ;
- Améliorer le cadre de vie des riverains et l'environnement paysager dans le lit majeur du Cernon sur la zone des stades.

Afin d'intégrer le projet d'aménagement hydraulique dans son environnement, en parallèle des ateliers de concertation, une analyse paysagère et des perceptions a été établie.

Concernant la zone naturelle d'expansion de crues et l'effacement du seuil, les aménagements projetés s'attacheront à :
dans le lit mineur :

- effacer le seuil haut ;
- adapter le profil en long selon une nouvelle pente d'équilibre ;
- renaturer le lit vif du Cernon sous influence actuelle du seuil (linéaire de 500 m) avec reprise des matériaux constitutifs du lit actuel, mise en dépôt provisoire et remise en œuvre dans le nouveau lit ;
- proposer des solutions de protection de berge issues du génie végétal en rives droite et gauche aujourd'hui constituées d'enrochement ;
- aménager la berge gauche de manière à recréer une morphologie plus naturelle (création de risberme graveleuse, adoucissement des pentes de talus) ;
- aménager la berge en rive droite, présentant des instabilités ;
- construire une passerelle liée à la compétence tourisme de la Communauté, objet de la présente convention de délégation.

et, en lit majeur :

- créer une zone d'expansion de crues en rive gauche (environ 3 ha) ;
- effacer le merlon présent en sommet de berge en rive gauche ;
- recréer une ripisylve et bande végétale adaptées, diversifiées ;
- assurer la stabilité de la desserte pour une habitation en rive droite et d'un talus de protection pour une habitation en rive gauche ;
- proposer des aménagements visant l'harmonisation des usages et améliorant le cadre de vie en particulier (liés à la compétence tourisme de la Communauté objet de la présente convention de délégation) :

- des aménagements végétaux : plantations d'arbres et d'arbustes dans un esprit naturel, verger,

- des circulations douces permettant de relier le bourg, les sites sportifs et plus largement un projet de voie verte Millau-Saint-Affrique : un sentier en rive droite et une voie de promenade en rive gauche, passerelle piétonne et cyclable, d'une portée entre 43 mètres, et largeur utile de 2 mètres, structure acier, et platelage bois.
- un aménagement de la placette du Cernon et abords en rive droite : aménagements de mobiliers urbains en bois de type bancs, jeux, parcours sportif, etc,
- un aménagement d'une aire de rencontre en rive gauche : initiation pédagogique à la nature sous forme de panneaux et pupitres, aménagements de mobiliers urbains en bois de type table de pique-nique, bancs, etc.

2.2. Echancier prévisionnel de l'opération

Les travaux devraient s'étaler entre 2022 et le 1^{er} semestre 2024 sur plusieurs phases, des étapes préparatoires pourront avoir lieu.

2.3. Enveloppe financière de l'opération

Le coût estimatif du projet est de 1 545 000 € HT soit 1 854 000 € TTC.

En première approche, le coût de la partie touristique est estimé à environ 340 000 € HT.

ARTICLE 3 : MISSIONS DU MANDATAIRE

La prestation de maîtrise d'ouvrage déléguée comprendra :

3-1 Passation du marché de maîtrise œuvre et suivi des études

A la date de signature de la présente convention, le Syndicat poursuivra la mise en œuvre du marché de maîtrise d'œuvre pour son compte et celui de la Communauté-ainsi que le suivi des études.

3-2 Passation des marchés de travaux et suivi de chantier

L'attribution des marchés se fera en application de la réglementation des marchés publics en vigueur.

A la date de signature de la présente convention, les services du Syndicat assureront le suivi des marchés, ainsi que la rédaction de tous les documents nécessaires conformément à la réglementation des marchés publics en vigueur en concertation avec la Communauté.

Le suivi du chantier, sera effectué par les services du Syndicat en lien avec le maître d'œuvre.

3.3. Subventions

Les demandes et perception des subventions sont de la compétence du Syndicat.

3.4. Gestion administrative et financière de l'opération

Le coût d'objectif a été fixé par le Syndicat à 1 545 000€ H.T.

Ce coût sera précisé après l'attribution des marchés et la réception des arrêtés attributifs d'aides. La présente convention fera alors l'objet d'un avenant afin d'en préciser les modalités financières

selon la répartition par compétences Tourisme et GEMAPI et d'arrêter le plan de financement définitif de l'opération.

3.4.1. Gestion financière et comptable

Tout dépassement du montant prévisionnel initial fera l'objet d'une régularisation par voie d'avenant aux présentes au vu du bilan définitif de l'opération dressé à l'issu des travaux.

Le Syndicat s'engage à inscrire ces sommes au budget prévisionnel suivant la signature de l'avenant de régularisation. Le paiement des sommes interviendra donc après le vote du budget prévisionnel.

3.4.2. Gestion administrative

Le Syndicat assurera le suivi de toutes les demandes d'autorisations administratives.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

4.1. Budget et participation financière

Les crédits nécessaires au lancement de cette opération seront inscrits au budget du Syndicat dans le cadre du budget des exercices 2021/2022/2023/2024.

Un prêt relais pourra être réalisé par le Syndicat pour le préfinancement des subventions. La Communauté s'engage à prendre à sa charge les frais s'y rapportant.

La Communauté s'engage à prévoir le reste à charge après déduction des subventions dans ces budgets. Elle s'engage à verser au Syndicat en plusieurs acomptes, au fur et à mesure des titres émis par celui-ci en fonction de l'avancée des travaux.

4.2. Facturation de la prestation du Syndicat

Sans objet.

4.3 Plan de financement prévisionnel

Le Syndicat a été lauréat aux appels à projets « Revalorisons nos milieux aquatiques urbains » de la Région Occitanie et « Renaturation des cours d'eau » de l'Entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne dans le cadre du plan de relance. Dans ce cadre, le Syndicat peut prétendre à une aide à hauteur de 80%.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Coût du projet	Taux d'aide Agence de l'eau Adour-Garonne	Taux d'aide Région Occitanie	Autofinancement
1 545 000 € HT	70% sur l'assiette éligible	40% maximum en fonction du cofinancement	Reste à charge

ARTICLE 5 : CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

5.1. Informations d'ordre général

Pendant la durée de la présente convention, le Syndicat transmettra à la Communauté tous les comptes-rendus de réunions relatives au projet.

Les représentants du Syndicat et de la Communauté seront associés à toutes les réunions ainsi qu'à toute décision susceptible d'entraîner une modification du programme des travaux ou une modification de l'enveloppe financière initiale.

5.2. Bilan général

En fin de mission, la Syndicat établira un bilan général de l'opération. Ce bilan aura un caractère définitif. Pour toute modification à la hausse des conditions initiales, la signature d'un avenant sera réalisée. La Communauté s'engagera à procéder au versement des sommes restant dues dès l'approbation du bilan.

ARTICLE 6 : REMISE DE L'OUVRAGE

A l'issue des travaux, un procès-verbal constatera la remise des aménagements liés à la compétence Tourisme par le Syndicat à la Communauté. La signature du procès-verbal par les deux parties vaudra quitus de la part de la Communauté.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties et se terminera lors de la remise de l'ouvrage.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 9 : CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

Le Syndicat pourra agir en justice pour le compte du maître de l'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Le Syndicat devra, avant toute action, demander l'accord de la Communauté.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir pendant la période effective de cette convention.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige susceptible de naître à l'occasion de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement amiable, à défaut, il sera porté devant le Tribunal Administratif du lieu de l'exécution de l'opération.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Millau en deux exemplaires
Le

Communauté de Communes
de Millau Grands Causses

Emmanuelle GAZEL
Présidente

Syndicat mixte du bassin versant
du Tarn-amont

Serge VEDRINES
Président

